

## Questions orales

## LES TRANSPORTS

LA NÉCESSITÉ DE PRENDRE DES MESURES VISANT À ÉVITER LES ACCIDENTS MORTELS SUR LE PONT JACQUES-CARTIER À MONTRÉAL

**M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie):** Monsieur le Président, encore une fois en fin de semaine, sur le pont Jacques-Cartier, il y a eu en l'espace de 24 heures sept accidents dont un accident grave qui a causé le décès d'une personne et des blessures à plusieurs autres.

Ce qui est le plus décevant, c'est que le ministre des Transports (M. Crosbie) de ce gouvernement conservateur a sur son bureau depuis le mois de janvier un rapport de la compagnie *Trafic* qui lui propose des recommandations claires, nettes et précises afin d'éviter les accidents mortels sur le pont Jacques-Cartier: premièrement, mettre un meilleur système de signalisation, deuxièmement, rajouter des autos patrouilles et, troisièmement, faire du matériel antidérapant.

Monsieur le Président, demain, les représentants des policiers des ponts Jacques-Cartier et Champlain seront ici, et j'ose espérer que le ministre des Transports aura le courage de rencontrer ces gens pour réparer ces injustices et annoncer d'ici vendredi des mesures concrètes visant à éviter des accidents mortels sur le pont Jacques-Cartier.

\* \* \*

● (1415)

[Traduction]

## LES RESSOURCES NATURELLES

L'ABSENCE D'UNE ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT MINIER ENTRE L'ALBERTA ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

**M. Jim Edwards (Edmonton-Sud):** Monsieur le Président, on pense généralement aux hydrocarbures quand on parle des richesses naturelles de l'Alberta, mais la reine des provinces recèle des gisements de métaux et d'autres minéraux aux possibilités incalculables, surtout dans le nord-ouest qui fait partie du Bouclier canadien.

Malheureusement l'Alberta est la seule province de la Confédération qui ne bénéficie d'aucune entente sur le développement minier avec le gouvernement fédéral. D'autres provinces profitent déjà des subventions prévues dans ces accords, subventions qui vont de 100 millions de dollars au Québec à 300 000 \$ dans l'Île-du-Prince-Edouard pour l'exploitation de carrières.

Contrairement à ses prédécesseurs, le gouvernement actuel se garde bien de faire main basse sur les ressources provinciales. Les modalités des ententes actuelles sur l'exploitation minière respectent les objectifs et les besoins des provinces. Mais ce sont ces dernières qui doivent prendre l'initiative de telles ententes.

Je prie instamment l'Alberta de passer aux actes le plus tôt possible.

[Français]

## LES DÉSASTRES

LA MORT ACCIDENTELLE DE TROIS PÊCHEURS EN ACADIE

**M. Fernand Robichaud (Westmorland—Kent):** Monsieur le Président, c'était samedi dernier que commençait la pêche au crabe dans le Golfe Saint-Laurent. Mais cette année, cette pêche a débuté sur une bien triste note. En fait, trois pêcheurs de la péninsule acadienne ont perdu la vie lorsque leur bateau a chaviré à 30 kilomètres à l'est de l'Île de Miscou.

Le capitaine Léo Noël ainsi que MM. Cyria Duguay et Dion Mallet ont été les malheureuses victimes du naufrage.

Les causes exactes du désastre ne sont pas encore connues. Il semble que dans l'espace de deux minutes, le bateau aurait piqué de l'avant pour ensuite se renverser complètement.

Monsieur le Président, tous les ans, des pêcheurs font naufrage, ce qui nous rappelle que même si parfois la mer est belle, le danger est toujours là. Les pêcheurs sont à la merci des éléments.

Monsieur le Président, tout en offrant mes condoléances aux familles éprouvées, je leur souhaite du courage pour affronter la tempête qui va sérieusement troubler leur vie.

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

## L'ÉNERGIE

LE PROJET DE VENTE DE DOME PETROLEUM À AMOCO CANADA

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, je crois, comme la plupart des Canadiens sans doute, qu'il faudrait trouver une solution «canadienne» au problème posé par la vente de Dome Petroleum. Jusqu'ici, le premier ministre et son gouvernement n'ont rien fait et rien dit en faveur de ce genre de solution. De toute évidence, le gouvernement n'a pas levé le petit doigt pour trouver une solution «canadienne».

Il s'agit probablement là de la prise de contrôle la plus importante de notre histoire.

Je pose au premier ministre la question suivante: Peut-il confirmer que son gouvernement n'a rien fait jusqu'ici, qu'il n'a pas levé le petit doigt pour favoriser une solution «canadienne»? Et n'est-il pas vrai que son gouvernement n'a pas l'intention d'intervenir dans cette transaction?

**L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, une des meilleures solutions «canadiennes» au problème que pose la vente de Dome consiste, selon moi, à faire en sorte que cette société demeure en vie.

**Des voix:** Bravo!

[Français]

**M. Masse:** Monsieur le Président, depuis deux ans et demi, grâce aux efforts du gouvernement, grâce aux principes qui ont été mis de l'avant, grâce aux rencontres qui ont eu lieu, nous sommes assurés qu'il y ait des offres par le secteur privé pour assurer la survie de la Dome. Et cela est le résultat de l'action du gouvernement depuis deux ans et demi.